

ANALYSES - NOVEMBRE 2017



**RÉFLEXION - QUELLES STRATÉGIES
POUR L'ACTION COLLECTIVE ?**



FUCID

FORUM UNIVERSITAIRE
POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant.e.s du monde associatif, les citoyen.ne.s du Nord et du Sud et des enseignant.e.s/chercheur.se.s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

Analyses novembre 2017

FUCID asbl, Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur

Tél. : +32 (0)81 72 50 88

Fax : +32 (0)81 72 50 90

fucid@unamur.be • www.fucid.be

RÉFLEXION - QUELLES STRATÉGIES POUR L'ACTION COLLECTIVE ?

Les raisons qui poussent à s'engager sont multiples. Nous vivons des injustices, ou nous voyons d'autres en souffrir. La destruction de la nature, les rapports de dominations sexistes, racistes et économiques amènent des individus à se rassembler (ONG, associations, groupes citoyens, collectifs autonomes, etc.) et à s'en prendre aux racines de ces problèmes. Ces groupes entrent alors dans le champ de l'action politique, c'est-à-dire qu'ils visent à changer la manière dont la société est organisée et fonctionne.

Ces collectifs, s'ils poursuivent souvent et *in fine* un objectif commun, à savoir tendre vers une société plus juste, solidaire et durable, mettent en place des actions d'une diversité riche et parfois étourdissante. Dans ce foisonnement, on peut ressentir le besoin d'outils et critères pour nous aider à penser et situer nos propres engagements. Disposer de cadres d'analyse aide en effet à mettre en débat nos choix stratégiques.

Lors des formations QUINOA que nous réalisons sur le sujet de l'engagement, nous proposons à cette fin une typologie qui distingue trois formes d'engagement¹ : « avec, sans, contre ». L'angle choisi pour créer cette distinction est le rapport aux institutions étatiques. En effet, mettre sur pied des actions collectives politiques implique de se positionner par rapport aux structures qui détiennent le pouvoir d'édicter et de faire respecter des lois dans notre société. Ces trois formes d'engagement sont explicitées ci-après. Elles se différencient par une vision du changement social et par les actions qui la concrétisent.

¹ Il s'agit en fait de trois idéaltypes. L'idéaltype est une notion sociologique construite par Max Weber. Qualifier un concept d'idéaltype, c'est reconnaître qu'il n'existe pas réellement de manière pure et que la réalité est plus complexe que ce que peut renvoyer le concept théorique concerné. Cependant, recourir aux idéaltypes permet de formuler des hypothèses afin de mieux appréhender cette complexité.

1. « FAIRE AVEC » LES INSTITUTIONS ÉTATIQUES

Pour certains collectifs, **le changement social vient des politiques publiques construites par la concertation démocratique**. Une série de mécanismes démocratiques permettent aux citoyennes et citoyens de se faire entendre. Les utiliser paraît donc nécessaire, voire pertinent. La puissance publique est considérée comme une alliée car, soit elle partage leurs objectifs, soit elle permet de les atteindre. Ces collectifs consacrent alors une partie importante de leur travail à **dialoguer** avec différents organes gouvernementaux. Ils **surveillent** qu'aucune nouvelle politique publique n'aillent contre leurs objectifs, **proposent** de nouvelles lois pour contrer des abus et soutenir des initiatives positives et **négoient**, lorsque le rapport de force le permet, les réglementations que l'État met en place (dans les commissions paritaires par exemple). Les actions, se fondant majoritairement sur le dialogue avec les pouvoirs publics, traduisent une volonté d'obtenir des changements de manière **top-down** (du haut vers le bas).

Par exemple, faire du plaidoyer en vue d'obtenir l'interdiction des OGM dans l'Union européenne est une action dirigée vers les institutions européennes, visant des retombées pour toutes les actrices et tous les acteurs du système alimentaire. Cette stratégie ne conteste donc pas la légitimité du pouvoir en place. Bien que ces mesures institutionnelles ne puissent à elles-seules révolutionner notre système, elles concourent néanmoins à préserver et soutenir ce qui est entrepris par le reste de la société civile.

2. « FAIRE CONTRE » LES INSTITUTIONS ÉTATIQUES

Pour d'autres collectifs, **le changement social vient de la société civile au travers des conflits qui l'opposent à la sphère politique et économique**. La puissance publique est vue comme illégitime ou un obstacle à leur cause car elle ne partage pas leurs objectifs. Le postulat de ces collectifs est que les institutions étatiques défendent les intérêts des groupes bénéficiant d'un rapport de force favorable (le secteur de la finance, par exemple) plutôt que l'intérêt général. Dès lors, pour ces derniers, le changement passe par la résistance directe aux pouvoirs publics ou à des institutions perçues comme étant leurs alliées. Le but est soit d'obtenir un rapport de force plus favorable, soit de remettre en cause la légitimité même de la puissance publique. Les collectifs s'organisent alors pour **dénoncer, protester, résister directement, faire plier** les institutions étatiques, voire, dans certains cas, les renverser.

Les stratégies de résistance ne sont pas radicales en soi. Certains activistes se basent sur le postulat que le pouvoir des institutions étatiques repose sur la coopération de toutes et tous². Ils désobéissent dans le but, radical, de saper la légitimité de l'État. D'autres, par contre, désobéiront à une loi comme dernier recours dans l'objectif d'ouvrir un dialogue avec les autorités.

Par exemple, la grève est une forme de résistance visant à **faire plier** celles et ceux qui sont dans une position de pouvoir : le gouvernement et/ou le patronat ; récemment, nous avons vu des activistes occuper illégalement un centre fermé pour familles pour **dénoncer** et **protester contre** l'enfermement des personnes migrantes.

² Voir Jean-Marie MULLER, *L'impératif de désobéir*, Le passager clandestin, 2011.

Les organisations de la société civile, comme les ONG, préfèrent souvent le plaidoyer aux stratégies de résistance ³. Alors que les victoires obtenues par la stratégie du « faire contre » sont bien connues (fin des lois ségrégationnistes aux États-Unis, droit de vote des femmes, congés payés, décolonisation, etc.), lors des débats réalisés par Quinoa ⁴, les participant-e-s lui reconnaissent peu de pertinence, voire la décrivent comme violente. Cette dépréciation des modes d'action assumant le conflit soulève quelques questions. Le propre de la démocratie est de permettre aux conflits de s'exprimer en son sein, plutôt que de les nier, comme dans un régime autoritaire. Que dit une démocratie d'elle-même lorsqu'elle rejette le conflit ? Aussi, les mécanismes de dominations racistes, sexistes et économiques sont conflictuels et violents : celles et ceux qui y résistent mettent cette violence en lumière. Condamner ces formes de contestation ne contribue-t-il pas à rendre invisible des violences structurelles ?

3. « FAIRE SANS » LES INSTITUTIONS ÉTATIQUES

Enfin, pour certains collectifs, **le changement social vient de la société civile au travers des initiatives créatrices**. Le postulat ici est que les institutions étatiques ne sont pas adaptées ou pas indispensables en vue d'engendrer les changements nécessaires. Dès lors, le changement passe par l'expérimentation et le développement d'alternatives. Cette posture revient à **créer, inventer, construire**. Lorsque la sociologie s'intéresse aux « actions politiques », elle fait majoritairement référence aux deux premières postures. Pourtant, avec cette dimension positive qui les caractérise, les initiatives du « faire sans » attirent les lumières médiatiques et une grande diversité de citoyennes et citoyens qui ne se considèrent pas forcément comme militantes ou militants. Le pouvoir n'est plus perçu comme étant le monopole de l'État mais comme étant en chaque citoyenne et citoyen. Changer le monde peut et doit se faire **ici et maintenant**. Cela ne veut pas dire que l'agir collectif n'est pas accompagné du désir de voir changer les politiques publiques, mais l'énergie n'est plus consacrée à cela en priorité. L'idée est d'expérimenter des alternatives pour démontrer qu'il est possible de faire autrement, en espérant leur dissémination.

Par exemple, lorsque des voisines et des voisins forment un groupe d'achat solidaire avec l'agriculture paysanne, l'objectif principal n'est pas de changer les lois favorisant l'agriculture industrielle.

Cette 3^{ème} voie, celle de l'autonomie, du « faire sans », souvent associée à l'idée d'agir localement, semble aujourd'hui être une des plus prolifiques en matière de participation citoyenne. Mettre en valeur et souligner sa force est indispensable mais il importe de la resituer dans son contexte et aussi de ne pas la sacraliser. Dans d'autres domaines tels les changements climatiques, les épidémies, les déplacements majeurs de population,... le recours à l'État et à la coopération internationale s'avère nécessaire, ce qui ne sera sans doute pas le cas pour la transition alimentaire dans les pays industrialisés comme le nôtre. Alors que, pour nous, dans les pays industrialisés dits « riches », il importe de recréer des formes de solidarités entre personnes (et communautés) dans une société fortement individualisée, c'est l'institutionnalisation des mécanismes de solidarité qui sera considérée comme une priorité dans d'autres sociétés.

3 Nous tirons les observations suivantes des animations réalisées sur la thématique de l'engagement par Quinoa asbl et de l'observation du milieu militant belge.

4 Quinoa réalise des formations et animations sur le thème de l'engagement, avec des publics divers de Belgique francophone, durant lesquelles des moments sont consacrés à débattre et discuter des différentes stratégies d'action.

CONCLUSION

Aussi, la mondialisation contemporaine complexifie la lecture du pouvoir politique et l'État peut s'avérer être à la fois un allié et un obstacle/ennemi. En effet, certains collectifs basculent d'une posture à l'autre dans le temps en fonction d'enjeux spécifiques. En France, la Confédération Paysanne était un syndicat dont les activités se concentraient sur le plaidoyer politique avant de se faire connaître pour ses actions de désobéissance civile. Autre exemple, sur la ZAD de Notre Dames des Landes, la mise en place d'alternatives a servi la résistance et vice versa. C'est pour éviter de se retrouver dans une situation résultant du « un pas en avant, deux pas en arrière » qu'il est souvent pertinent de progresser sur ces deux fronts (faire sans/faire contre).

Comme tout cadre d'analyse, ces catégories sont simplificatrices, incomplètes, et les frontières qui les séparent sont souvent floues. Prenons l'exemple d'une bourse d'échange de semences paysannes : cette action relève-t-elle d'une stratégie de type « faire sans » étant donné qu'il s'agit de s'échanger des semences entre citoyennes et citoyens, de « faire contre » étant donné que des lois sont violées⁵ ou de « faire avec », si cette action vise l'ouverture d'un débat public sur la question ?

Il est néanmoins intéressant de constater quelles stratégies ont la préférence de nos collectifs et de celles et ceux qui nous entourent, afin de voir si nos actions sont bien en phase avec notre vision du changement, et s'il est nécessaire de construire des ponts vers d'autres mouvements. Pour Quinoa, un changement de système ne sera possible que si nous faisons converger les différentes stratégies d'action vers un objectif commun. Un mouvement social tire en réalité sa force de sa faculté à jongler avec les trois stratégies présentées ci-dessus. Aucune stratégie n'est bonne ou mauvaise en soi mais doit être chaque fois réfléchi en fonction des situations et de la structure des opportunités politiques. C'est par un subtil mélange des stratégies d'engagement « pour », « contre » et « avec » que nous pourrions espérer atteindre ce futur plus durable, solidaire et juste pour lequel nous nous engageons.

Par Damien CHARLES, Quinoa asbl⁶

5 Le cadre légal européen rend illégal les échanges de semences qui ne sont pas inscrites dans le catalogue européen. Or, la plupart des semences paysannes ne sont pas inscrites dans ce catalogue soit parce qu'elles ne remplissent pas les critères imposés par l'UE pour être acceptées soit parce que personne ne les a inscrites étant donné le coût de l'inscription.

6 Cet article est basé sur le carnet d'accompagnement de l'outil pédagogique Potentia publié par Quinoa, en collaboration avec Rencontre des Continents et Oxfam MDM : La puissance de l'agir collectif, Analyse d'initiatives de transition alimentaire, disponible sur le site : <http://www.jeudelaficelle.net>.

Pour la Fucid, l'engagement est un élément essentiel du parcours étudiant. Au moment où l'université donne les outils pour penser le monde, il s'agit également que les jeunes trouvent suffisamment de pistes pour le questionner, le critiquer, l'améliorer, le transformer. S'engager c'est avoir des projets pas seulement pour soi mais aussi pour les autres, pour le monde qui nous entoure. C'est prendre du temps pour essayer de rendre le monde plus juste, durable, vivable. Pour beaucoup de personnes engagées de longue date, c'est dans cette étape de vie cruciale que sont les études que tout a commencé. Combien ne sommes-nous pas à pouvoir identifier de solides racines de nos engagements dans nos années "studieuses" ?

Réchauffement climatique, migrations, sexismes, racismes, inégalités... Les raisons de s'engager sont nombreuses. Et les formes d'engagement le sont tout autant. La Fucid veut insister sur cette affirmation : il n'y a pas qu'une seule manière de s'engager. S'engager, cela peut être militer contre un système, entrer en résistance contre un projet néfaste. Mais aussi établir le dialogue avec les dirigeants afin de faire valoir notre cause. Ou encore proposer, construire des alternatives au système en place.

